



**“Le Veilleur avertit son peuple » (Cf. Ezéchiel 3,16)  
APPEL A LA RESPONSABILITÉ DES ACTEURS POLITIQUES POUR LA  
SAUVEGARDE DE LA NATION**

**Message de la 53<sup>ème</sup> Assemblée Plénière des Évêques de la Conférence**

**Episcopale Nationale du Congo (CENCO)**

**Préambule**

**1. Réunis en Assemblée Plénière ordinaire à Kinshasa, du 20 au 24 juin 2016, Nous, Cardinal, Archevêques et Evêques membres de la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO), avons saisi cette occasion pour réfléchir sur la situation critique que traverse notre pays, suite au blocage du processus électoral. Cette situation inquiétante qui risque de plonger le pays dans le chaos, interpelle tous les congolais et congolaises, et engage en premier lieu, la responsabilité des acteurs politiques. Solidaires du destin de notre peuple et préoccupés par la tournure des événements, nous avons, dans la prière, tourné nos regards vers le Seigneur, Maître des temps et de l'histoire, pour lui confier notre pays. Mus par cette foi en Dieu, nous adressons cette exhortation à tous les fils et filles de la RD Congo pour un sursaut patriotique en vue de sauver la Nation en danger !**

**2 Nous rendons grâce au Seigneur pour tous les pas déjà franchis par notre pays dans le processus de la démocratisation qui doit se consolider et se poursuivre. En tant que pasteurs, notre rôle n'est pas de promouvoir une quelconque idéologie ni de parrainer politiquement des individus ou des groupes pour l'accès ou le maintien au pouvoir. Notre rôle est d'accompagner les acteurs politiques, de toutes tendances, à s'acquitter consciencieusement de leur mission d'être au service du bien commun.**

**3. Nous remercions tous ceux qui ont pris l'initiative de nous partager leurs préoccupations et leurs attentes, ainsi que ceux qui ont répondu à notre invitation pour échanger sur la crise que traverse notre pays. Cela témoigne du capital de confiance placé en l'Eglise catholique, et en même temps nous interpelle comme pasteurs.**

**Visage de la crise**

**4. La crise actuelle ne résulte-t-elle pas du blocage du processus électoral ? En effet, alors que les échéances électorales prévues par la Constitution sont imminentes, on constate un retard accablant dans l'organisation des scrutins. Le peuple congolais s'interroge : ce retard serait-il dû à un déficit de bonne gouvernance, à un cas de force majeure, ou à un manque de volonté politique délibéré ? Le dialogue, voie royale en démocratie pour résoudre les problèmes, semble lui aussi être dans l'impasse. Depuis son annonce par le Président de la République et la nomination du facilitateur, les acteurs politiques congolais peinent à s'accorder pour baliser de manière consensuelle le chemin d'un processus électoral crédible et apaisé.**

**5. En outre, la réduction sensible de l'espace démocratique, la multiplication inquiétante de violations des droits humains, les massacres ignobles et l'insécurité croissante dans la région Est du pays, la dépréciation de la monnaie nationale face aux devises étrangères, le dédoublement des partis politiques, ne sont pas de**



nature à apaiser les esprits. En même temps, la souffrance de la population ne fait qu'empirer. Le peuple se voit sacrifié sur l'autel des intérêts des politiciens.

#### Pistes de solutions

6. Que devons-nous faire pour sortir de la crise actuelle ? En tant que pasteurs d'âmes, nous n'avons pas la prétention d'apporter une solution technique et politique au problème. Cependant, réconfortés dans notre ministère pastoral à être des veilleurs, « des hommes d'espérance pour notre peuple » et à apporter notre contribution pour l'avenir heureux de notre nation, nous voulons rappeler à notre Peuple et à nos Gouvernants des **exigences fondamentales** qui doivent être honorées, afin de parvenir à une sortie de crise susceptible de relancer le processus électoral dans un climat apaisé.

#### 1° Respecter la Constitution

7. Il nous faut impérativement revenir au respect de la Constitution, socle de notre Nation qui, dans ses articles verrouillés, a coulé les options fondamentales concernant notamment le nombre et la durée des mandats du Président de la République. Tirant les leçons des expériences politiques malheureuses de la Première et de la Deuxième République, ces options fondamentales préservent la cohésion nationale et donnent à notre pays toutes les chances de se construire sur des bases solides. Elles s'imposent à tous. Aussi, appelons-nous nos dirigeants au sens de la responsabilité républicaine et patriotique en vue d'accepter l'alternance au pouvoir comme fondement d'une vie démocratique. Vouloir agir autrement, c'est non seulement aggraver la crise actuelle mais plus encore marcher contre la volonté du Peuple, souverain primaire qui a fait son choix : ce serait donc une haute trahison à la Nation (Cf. Art. 220).

#### 2° Aller au dialogue

8. A l'heure actuelle, le dialogue politique des forces vives de la Nation dans le respect des fondamentaux de la Constitution, choix du Peuple, s'avère la voie incontournable pour éviter le chaos. Aussi, exhortons-nous les acteurs politiques à mettre fin aux manœuvres dilatoires et à se mettre autour d'une table avec le Facilitateur nommé pour se parler en face, en vue de dégager un consensus pour l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes dans le respect de la Constitution. La responsabilité des acteurs politiques de toutes tendances est engagée. Ils en répondront devant l'histoire, si, à cause de leurs intérêts partisans, ils sacrifient la paix de la Nation.

#### 3° Répondre au cri de détresse du Peuple

9. La crise qui déchire les politiciens a des répercussions néfastes sur le vécu quotidien des citoyens congolais. La situation socio-économique et sécuritaire des populations se dégrade et personne ne semble considérer sa détresse comme une priorité. Les besoins sociaux de base, notamment la santé, l'éducation, l'eau, l'électricité ne sont pas assurés convenablement. Les salaires, déjà modiques, ne sont plus réguliers. Pendant que des conflits sociaux agitent la fonction publique, le budget national est revu à la baisse. Le Peuple lance un cri de détresse à ses Gouvernants. Nous n'ignorons pas les répercussions, pour notre pays, de la crise actuelle due à la chute des cours de matières premières. Mais la crise actuelle ne pourra être résolue si l'on reste sourd au cri de détresse du Peuple.

#### 4° Garantir le respect des droits humains



10. La situation actuelle est exacerbée par la montée des violations des libertés et le mépris des droits humains les plus élémentaires, les **arrestations arbitraires** et les jugements hâtifs ainsi que la réduction de l'espace médiatique. De telles pratiques compromettent la démocratisation effective de notre pays. Il est temps de promouvoir les valeurs démocratiques dans la gestion de l'Etat et de restaurer un Etat de droit en République Démocratique du Congo. C'est une exigence de la paix sociale et de la confiance mutuelle indispensables pour un dialogue sincère.

11. En rappelant ces exigences, nous sommes convaincus que notre avenir commun n'est pas voué à la fatalité de la violence ni de l'affrontement meurtrier. L'espérance chrétienne est un antidote à toute fatalité. Elle nous apprend que Dieu est à l'œuvre dans notre monde meurtri. Elle nous apprend aussi que dans ce monde, des hommes et des femmes de bonne volonté sont à l'œuvre pour entreprendre des actions convergentes de justice et de paix. Nous lançons un appel pressant à l'endroit des acteurs politiques congolais ainsi que de ceux de la société civile, à se mettre du côté de ces hommes et femmes de bonne volonté pour privilégier l'intérêt supérieur de la Nation et s'engager résolument à trouver une issue heureuse à la crise actuelle.

#### Recommandations

12. Forts de cet appel, nous recommandons :

- **Au Gouvernement de la République**
  - de garantir le respect de l'éthique et des règles démocratiques dans la gestion de l'Etat ;
  - d'assurer aux parties prenantes au processus électoral un environnement serein et harmonieux ;
  - de redoubler d'efforts dans la mobilisation des ressources matérielles et financières afin de garantir la tenue, dans les délais constitutionnels des élections ;
  - de mettre fin à toute répression et actes d'intimidation contre ceux qui expriment une opinion contraire ou différente.
- **Aux acteurs politiques congolais**
  - de cesser de se servir du peuple pour l'inciter à la haine et à la violence, au tribalisme et au rejet des compatriotes considérés comme non originaires ;
  - de débattre publiquement et sérieusement des priorités et des valeurs sur lesquelles ils entendent bâtir l'avenir de notre pays ;



- de dépersonnaliser le débat sur la Constitution et de rechercher de manière consensuelle le chemin d'un processus électoral crédible et apaisé ;
- de refuser les positions extrémistes dans leur discours comme dans leur comportement et de faire des concessions nécessaires en vue de donner une chance à un dialogue national sincère et prometteur d'un avenir meilleur pour tout le peuple.

- A la CENI

- d'entreprendre sans délai la préparation des prochains scrutins en privilégiant les opérations techniquement et financièrement les plus appropriées pour que nous puissions respecter les normes de la Constitution ;
- de jouer en toute indépendance son rôle d'Institution d'accompagnement de la démocratie en évitant d'être à la solde d'une quelconque tendance politique.

- A la Communauté Internationale

- d'intensifier ses engagements en appuyant avec des moyens financiers et logistiques conséquents le processus électoral en cours en République Démocratique du Congo ;
- d'appuyer davantage le Facilitateur nommé par l'Union africaine et d'autres initiatives susceptibles de favoriser dans un bref délai la tenue du dialogue entre congolais ;
- d'accompagner les organisations de la Société civile dans leur combat pour le respect des droits humains et dans la formation civique des populations.

- A la jeunesse

- de ne pas se laisser instrumentaliser, ni manipuler par les acteurs politiques de quelque tendance que se soit ;
- de refuser toute forme de violence.



- **Au peuple Congolais**
  - de se mettre debout et de faire preuve de vigilance et de maturité pour s'opposer par tous les moyens légaux et pacifiques à toute tentative de mettre à mal l'alternance au pouvoir ;
  - de participer activement à la campagne d'éducation civique et électorale.

### **Conclusion**

13. Pour notre part, nous organiserons des moments de prière pour un processus électoral apaisé dans tous les diocèses de notre pays et veillerons à sauvegarder la liberté et la neutralité de l'Eglise contre toute forme de récupération. En outre, fidèles à notre mission, nous entendons prendre des initiatives pour susciter une plus grande conscience citoyenne afin d'obtenir, dans le respect de la Constitution, un consensus politique pour des élections libres et démocratiques en République Démocratique du Congo.

14. A ce sujet, nous avons lancé la campagne d'Education Civique et Electorale qui consiste à susciter la réflexion des citoyennes et citoyens sur leur engagement actif, non-violent, responsable et généreux, pour améliorer la situation du pays et le développer. Cette campagne devra contribuer à former la conscience du peuple pour qu'il contribue à édifier un Etat de droit et qu'il s'implique dans le processus politique en cours avec une conscience chrétienne bien avisée.

15. Au regard du dialogue qui tarde à se concrétiser, nous proposons notre sollicitude pastorale, en appui au facilitateur nommé, pour favoriser le rapprochement entre acteurs politiques congolais et obtenir ainsi la tenue de ce dialogue attendu.

16. Nous confions la réussite du processus électoral et l'avenir de notre pays à l'intercession de la Vierge Marie, Mère de Dieu, Reine de la paix. Nous prions pour que Dieu prenne en grâce notre peuple et bénisse notre beau pays !

Fait à Kinshasa, le 24 juin 2016

En la Solennité de la Nativité de Saint Jean-Baptiste